



Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation

Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires de Lille

ACCORD CADRE

**Contrôle, fourniture et maintenance des matériels de lutte contre l'incendie**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Référence de la consultation :

21.X du 15/10/2021

Procédure de passation : Procédure adaptée

## **Table des matières**

Article 1 – OBJET DE LA PRESTATION .....	3
Article 2 – REGLEMENTATION EN VIGUEUR.....	3
Article 3 – DISPOSITIONS CONCERNANT LES PRESTATIONS DEMANDEES.....	3
3.1 Maintenance préventive .....	4
3.2 Maintenance corrective .....	5
3.3 Qualité des matériaux .....	5
3.4 Renouvellement de matériel / Fourniture des pièces de rechange – Marquage CE .....	5
Article 4 – PRESTATIONS DETAILLEES.....	6
4.1 Extincteurs.....	6
4.2 Robinets d’Incendie Armés (RIA).....	6
4.3 Colonnes sèches .....	6
4.4 Installations d’extinction automatique de cuisine .....	7
4.5 Poteaux incendie .....	7
4.6 Plans et consignes de sécurité.....	7
Article 5 – RAPPORT D’INTERVENTION ET DOCUMENTATION TECHNIQUE .....	7
5.1 Rapport annuel de vérification.....	8
5.2 Reportings .....	8
Article 6 – DELAI D’EXECUTION, DELAI D’INTERVENTION .....	9
Article 7 – PROGRAMMATION DES INTERVENTIONS .....	9
Article 8 – OBLIGATION D’INFORMATION ET DE CONSEIL .....	9
Article 9 – RENOUELEMENT DU MATERIEL ET EXTENSION DU PARC .....	10
ANNEXE - Prestations minimales demandées.....	11

## **Article 1 – OBJET DE LA PRESTATION**

Le présent accord cadre a pour objet le contrôle, la fourniture et la maintenance des matériels de lutte contre l'incendie (extincteurs, RIA, colonnes sèches, installation d'extinction automatique de cuisine, poteaux incendie) ainsi que la mise à jour des plans d'intervention et d'évacuation des résidences, restaurants universitaires et services centraux, établissements gérés par le C.R.O.U.S. de Lille.

## **Article 2 – REGLEMENTATION EN VIGUEUR**

D'une manière générale, pour garantir le confort et la sécurité des utilisateurs, les fournitures, et l'exécution des prestations seront conformes à tous les règlements en vigueur : les lois, décrets, arrêtés, normes homologuées en France (N.F. et E.N) ou en Europe (C.E.) et aux guides ou spécifications techniques.

Le titulaire s'engage, au minimum, aux respects des textes suivants et à leurs évolutions aux moments des interventions sur les installations :

- Articles R.4224-9 à R.4224-12 et R.4224-17 du Code du travail
- Article R.125-5 du Code de la Construction et de l'Habitation
- Arrêté du 10 novembre 1994 portant approbation de dispositions modifiant et complétant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.
- Extincteurs : Normes NF S 61-919, NFS 61-600 de juillet 2004, NF S 61-922 de juin 1999, règles APSAD 4, articles R.232-12-17 et R.232.12.21 du Code du Travail.
- Robinets d'incendie armé (RIA) : Normes NF S 62-201 de novembre 2012, NF EN 671-3 et NF EN 671-1 de juin 2012, règles APSAD 5
- Colonnes sèches : NF S61-750 et NF S62-759
- Plans d'intervention (PLI) et /ou Plans de d'évacuation (PLE) conformément à l'article MS 41 du règlement de sécurité contre l'incendie relatif aux ERP et de la norme NF X-08-070
- Moyens de lutte contre l'incendie : articles MS du règlement de sécurité contre l'incendie relatif aux ERP.

## **Article 3 – DISPOSITIONS CONCERNANT LES PRESTATIONS DEMANDEES**

Il appartient au titulaire de mettre en place les maintenances préventives comme correctives, en prenant à sa charge l'ensemble des actions nécessaires à la remise en condition opérationnelle des équipements dont il assume la charge, sur la base des prestations retenues par les services, lors de l'élaboration de leur bon de commande annuel, ainsi que sur les bons de commandes complémentaires au besoin.

Le marché est à obligation de résultat, dans le cadre des interventions correctives notamment. Il appartient au titulaire de mettre en place les actions palliatives pour mettre fin au désordre constaté. La constatation et le diagnostic de la panne ne sont pas considérés comme des résultats suffisants attendus, libérant le titulaire de son obligation de résultat dans le cadre du présent contrat.

Les contrôles réglementaires effectués par un organisme agréé ne font pas partie de cette prestation. La présence d'un technicien du titulaire est exigée lors de la vérification annuelle périodique effectuée

par un bureau de contrôle. Il reviendra ensuite au titulaire de préciser explicitement au C.R.O.U.S. les levées de réserves qui auront été opérées suite aux observations formulées dans le cadre du contrôle annuel.

Au démarrage du marché, le titulaire s'engage à établir un procès-verbal de prise en charge du marché dans un délai de 3 mois à compter de sa notification. Ce procès-verbal contradictoire devra être transmis en deux exemplaires papiers et un support numérique au service Patrimoine du C.R.O.U.S..

Celui-ci devra reprendre, établissement par établissement, équipement par équipement, le matériel présent et les remarques techniques du prestataire. Toute observation, non formulée dans un délai de deux mois à partir de l'émission du procès-verbal de prise en charge, ne pourra faire l'objet de réclamation de la part du titulaire.

### **3.1 Maintenance préventive**

---

La maintenance préventive a pour objectif de maintenir le matériel en bon état de fonctionnement dans les conditions normales de sécurité et à prévenir toutes dégradations ou tout dérangement qui ne seraient être dus à une cause extérieure (accident, dégradation volontaire, etc.).

Elle permet également de respecter la réglementation en effectuant un contrôle périodique annuel obligatoire pour les équipements soumis à cette législation.

Ces contrôles seront exécutés pendant les heures normales de jour, hors weekend et jours fériés, à des dates fixées par le prestataire en accord avec le responsable de site.

Après chaque campagne de contrôle, un bilan sera dressé et envoyé au bénéficiaire avec copie au service Patrimoine afin d'établir les priorités des actions correctives.

Le titulaire contrôlera que les matériels répondent toujours aux normes en vigueur.

Il signalera au C.R.O.U.S. par écrit :

- Les modifications nécessaires des installations au vu de la mise aux normes en vigueur
- La nécessité de remplacer un matériel définitivement inutilisable.

#### **Les prestations demandées comprennent donc :**

- La maintenance préventive annuelle des extincteurs, RIA et les colonnes sèches
- La maintenance additionnelle approfondie et le renouvellement de la charge des extincteurs de 5 et 15 ans
- La révision en atelier et le renouvellement de la charge des extincteurs de 10 ans
- L'extension du parc d'extincteurs
- Le conseil et l'assistance : le titulaire est tenu de prévenir le gestionnaire d'établissement par ses conseils de tout évènement susceptible d'affecter la sécurité ; en cas d'évolution de la réglementation, le titulaire doit informer le service Patrimoine du C.R.O.U.S. des mesures à prendre pour assurer la continuité de la conformité de l'installation.

L'espacement entre deux visites de maintenance préventive d'un même appareil ne doit pas excéder douze mois.

La date de la dernière vérification figure de façon détaillée à l'annexe « recensement des matériels », jointe au présent CCTP.

La prestation comprend également l'obligation de remettre ou d'effectuer les éléments ci-après :

- L'évacuation en décharge appropriée de tous les matériels changés selon demande,
- La fourniture, l'installation des différents matériels selon demande,
- La protection des appareils à l'arrivée et pendant leur installation jusqu'à leur réception,
- La protection des lieux de livraison et d'installation selon demande,
- La manutention (main d'œuvre, moyen de levage) nécessaire à l'acheminement du matériel dans les locaux et durant l'installation, ainsi que la mise en place de ce matériel sont à prévoir. En aucun cas, il ne pourra être établi de plus-value pour cette opération,
- La fourniture de tous les documents nécessaires à la bonne marche des installations (notice d'entretien, notice technique, notice de fonctionnement, etc.),
- L'évacuation des emballages et protections diverses et la remise en état des lieux selon demande.

### **3.2 Maintenance corrective**

---

La maintenance corrective des extincteurs, RIA et colonnes sèches, après accord de l'établissement. La maintenance corrective consiste à remettre en état de fonctionnement les extincteurs reconnus détériorés ou défectueux lors de la visite de maintenance annuelle ou à la suite d'un incident, ou les extincteurs ayant été utilisés lors d'un sinistre.

### **3.3 Qualité des matériaux**

---

Le titulaire n'installera que des matériaux neufs et de première qualité sauf indication contraire. Le matériel devra disposer d'un label ou de tout « estampillage » permettant de justifier de sa qualité et de sa compatibilité avec sa fonction dans l'installation.

### **3.4 Renouvellement de matériel / Fourniture des pièces de rechange – Marquage CE**

---

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le Titulaire assurera la fourniture des pièces détachées adaptées à l'installation dans les meilleurs délais.

Les caractéristiques techniques des matières de consommables indispensables à un fonctionnement correct et les pièces détachées mises en œuvre seront conformes aux spécifications du constructeur.

Lorsqu'une pièce défectueuse ne peut être réparée ou changée à l'identique, le titulaire devra faire son affaire :

- soit d'une nouvelle fabrication,
- soit de la mise en place, d'une pièce de technologie équivalente ou supérieure.

Dans tous les cas, il devra justifier que cette pièce ne remet pas en cause le maintien du niveau de sécurité des installations marquées CE.

Dans le cas du renouvellement d'un extincteur à eau, le nouvel extincteur sera livré plein et disposera d'un additif sous forme séparée de type cartouche starmousse zéon.

Dans le cas du remplacement d'un RIA, le nouveau poste disposera des 2 marquages CE et NF.

## **Article 4 – PRESTATIONS DETAILLEES**

L'ensemble des prestations de maintenance devra se faire conformément aux prescriptions des normes référencées à l'article 2. Le titulaire devra être certifié APSAD (réf. I4-NF 285 juin 2010) et NF services pour la maintenance des extincteurs.

Si les différentes opérations de maintenance corrective avaient pour conséquence d'amener le coût de la réparation égal ou supérieur au coût d'un appareil neuf, le titulaire est tenu d'en informer au préalable le gestionnaire de l'établissement concerné. Ce dernier garde la latitude de faire effectuer la réparation par le titulaire ou d'acheter un appareil neuf chez le titulaire ou chez tout autre fournisseur de son choix. En cas de non-respect de cette disposition, le gestionnaire de l'établissement sera en droit de ne régler pour cet appareil que l'équivalent du coût d'un appareil neuf, quel que soit le montant de l'intervention effectuée sur ledit appareil.

Au titre du présent marché, le titulaire assurera les prestations suivantes :

### **4.1 Extincteurs**

La maintenance annuelle (MA) sera effectuée selon l'annexe B de la norme NF S61-919 et les procédures de maintenance des fabricants.

La maintenance additionnelle approfondie (M2A) avec renouvellement de la charge à 5 ans et 15 ans sera effectuée selon l'annexe C de la norme NF S61-919 et les procédures de maintenance des fabricants.

La révision décennale en atelier (RD) sera effectuée selon l'annexe D de la norme NF S61-919 et les procédures de maintenance des fabricants.

### **4.2 Robinets d'Incendie Armés (RIA)**

Les opérations de maintenance préventive annuelle consistent aux opérations suivantes :

- vérifier le fonctionnement du disconnecteur et s'assurer que la périodicité de sa maintenance est en conformité avec la réglementation
- vérifier l'état du RIA selon la norme NF EN 671-3
- vérifier les points réglementaires avec le tuyau complètement déroulé et mis sous pression avec mesure du débit au point le plus défavorisé.

### **4.3 Colonnes sèches**

L'état général de l'installation (présence des bouchons de fermeture, fonctionnement de la robinetterie, libre accès aux raccords d'alimentation et aux prises incendie et signalisation) sera examiné selon la norme NF S61-750.

Les essais hydrostatique et hydraulique en régime dynamique seront effectués selon la norme NF S61-759 avec mesure du débit à la prise la plus défavorisée.

#### **4.4 Installations d'extinction automatique de cuisine**

---

La maintenance du système d'extinction automatique de cuisine consiste à :

- la vérification du système de commande manuel ou automatique
- la vérification du réseau de diffusion de l'agent d'extinction
- la vérification du réservoir d'extinction.

#### **4.5 Poteaux incendie**

---

Au cours de la maintenance annuelle, il sera procédé :

- à des essais d'écoulement
- à la vérification de l'hydrant
- à la manœuvre de la vanne de barrage (si elle existe)
- à des mesures de débits et pression sur chaque hydrant (pression statique, débit à gueule bée et débit au sous 1 bar)
- à un contrôle de la purge automatique du poteau
- au flocage de l'hydrant.

#### **4.6 Plans et consignes de sécurité**

---

La réalisation des plans d'évacuation et d'intervention répondra à des critères très stricts, édictés par les normes NF X08-070, NF EN933-9 et NF ISO3854.

Les consignes d'évacuations seront adaptées à chaque site et la maquette de chaque plan réalisé sera soumise à l'approbation de la Direction du Patrimoine avant tirage définitif du plan.

### **Article 5 – RAPPORT D'INTERVENTION ET DOCUMENTATION TECHNIQUE**

Après chaque intervention, le titulaire remettra au responsable de site ou son représentant ainsi qu'au Service Patrimoine du C.R.O.U.S. de Lille, un rapport d'intervention dans lequel sera consigné :

- Les jours et heures de départ et d'arrivée des différentes équipes avec mention des noms et qualités de toutes les personnes les composant
- Le relevé des opérations exécutées
- Le nom et la présence des représentants du pouvoir adjudicateur qui devront viser ce rapport pour attester du service fait.

Toutes les interventions seront consignées dans le registre de sécurité. Il y sera indiqué la nature de l'intervention, la date, l'heure et le nom de la personne qui est intervenue.

Le titulaire s'engage à fournir toute documentation, rédigée en langue française, utile à l'utilisation correcte des dispositifs. Il s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix.

## 5.1 Rapport annuel de vérification

---

Au titre du marché, le titulaire transmet au bénéficiaire et au Service Patrimoine du C.R.O.U.S., un registre papier à pages numérotées destiné à assurer la traçabilité des prestations.

Le titulaire renseigne ce document au fur et à mesure, en y portant :

- Le fichier de recensement des systèmes de lutte contre l'incendie
- Les éléments liés aux contrôles réglementaires conformément à la réglementation (en particulier date des contrôles, nature des prestations effectuées, nom de la société, nom et signature du vérificateur)
- Les prestations de maintenance réalisées
- Les mouvements des appareils entre le site et les locaux du titulaire
- Les modifications à prévoir et conseillées dans le cadre de l'obligation de conseil.

Le rapport annuel de vérification en format numérique devra parvenir au Service Patrimoine du C.R.O.U.S. de Lille sous les 8 (huit) jours au plus tard après la visite.

## 5.2 Reportings

---

Le titulaire devra mettre à disposition un portail permettant au responsable de chaque site ainsi qu'au Service Patrimoine, de suivre les reportings des contrôles, des interventions et des vérifications.

Ce reporting comportera les éléments ci-après :

- **Les renseignements généraux**

Notamment les références du marché, le site concerné et son adresse, l'objet du contrôle / vérification / intervention (date de début et fin), les références réglementaires du contrôle et le nom-prénom du contrôleur.

- **Un tableau de recensement**

Avec mise à jour de l'inventaire des installations.

- **Les renseignements classés par immeuble et pour chaque équipement**

Il sera précisé particulièrement les prestations réalisées et leur coût, les anomalies constatées, les actions correctives conduites immédiatement, les actions correctives à envisager.

- **L'état des mouvements de matériels entre les locaux du bénéficiaire et les locaux du titulaire**

Les matériels portés dans l'atelier du titulaire pour réparation, remplissage ou ré-épreuve seront précisés en faisant apparaître pour chacun d'eux :

- ✓ La date de sortie du site, le nom, le prénom et le visa du titulaire. Le nom, le prénom et le visa du responsable du site ou son représentant
- ✓ La date de retour sur site, le nom, prénom et visa du titulaire. Le nom, prénom et visa du responsable de site ou son représentant.



## **Article 6 – DELAI D’EXECUTION, DELAI D’INTERVENTION**

Le centre d’appel du Titulaire a pour vocation de gérer toutes les demandes d’intervention. Il doit être opérationnel du lundi au vendredi de 8h à 17h et le samedi de 8h à 12h (les appels ne pourront pas être reçus par répondeur).

Le Titulaire mettra à disposition une équipe qualifiée dans un délai maximal de 4 heures pour les dépannages urgents suite à appel téléphonique du bénéficiaire au centre d’appel.

Les délais de réparation autorisés sont :

- réparation sans fourniture de pièces : délai d'intervention + 1h
- avec fourniture de pièces maintenues en stock en véhicule : délai d'intervention + 2h heures

Au cas où la remise en service dans ce délai ne serait pas réalisable le Titulaire devra fournir le diagnostic au Responsable local et lui indiquer la date prévisionnelle de remise en service par courriel. Cette condition ne dispense pas le Titulaire de prendre toutes les mesures conservatoires afin de minimiser les risques dans le fonctionnement des services.

Le non-respect des délais ouvre de fait droit à la mise en place de dispositions contractuelles en terme de pénalités, de résiliation partielle du marché, de réalisation aux frais et risques pour défaillance du titulaire par un tiers.

Enfin, si le prestataire a prévu dans son offre de mettre à disposition du C.R.O.U.S. une plateforme Intranet permettant d’effectuer directement les demandes d’intervention, une confirmation de prise en compte de la demande devra parvenir à l’établissement demandeur.

## **Article 7 – PROGRAMMATION DES INTERVENTIONS**

Le titulaire devra participer à l’enrichissement du programme de maintenance préventive, en sorte d’assurer la meilleure adéquation entre le coût de cette dernière, l’efficacité au regard des interventions, et l’importance de la gêne effective causées aux usagers dans une approche prédictive.

Chaque année, le titulaire effectuera la vérification annuelle des appareils de lutte contre l’incendie selon le planning établi avec le bénéficiaire.

## **Article 8 – OBLIGATION D’INFORMATION ET DE CONSEIL**

Le prestataire doit informer le gestionnaire de l’établissement par écrit, en temps opportun, des avaries, dommages, insuffisances constatées ou prévisibles dès qu’il peut les déceler en attirant son attention sur les conséquences qu’ils peuvent entraîner.

Le prestataire doit mettre le gestionnaire en mesure d’informer en temps utile les usagers de tous les événements susceptibles d’avoir une influence sur le bon fonctionnement des dispositifs concernés.

Dans le cadre de son obligation de conseil, le titulaire doit notamment veiller à

- Informer, conseiller et mettre en garde le gestionnaire d’établissement en ce qui concerne les prestations relatives à l’exécution des prestations que le gestionnaire serait amené à prendre et qui seraient portées à connaissance du titulaire étant entendu que le gestionnaire reste seul maître de la décision finale

- Conseiller le gestionnaire dans le cas où ce dernier émettrait des demandes complémentaires ou nouvelles
- Informer le gestionnaire sur les évolutions réglementaires concernant les prestations objet du marché
- Signaler au gestionnaire dès qu'il a été normalement en mesure de les déceler, les incidents prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité des personnes/locaux ou biens, et lui indiquer les conséquences qui pourraient en résulter dans le cas où il ne serait pas porté remède
- Informer le service Patrimoine du C.R.O.U.S. si les installations venaient à ne plus être conformes à la réglementation. Le prestataire est tenu d'en informer par écrit et sans délai. Il appartient au C.R.O.U.S. de Lille de prendre aussitôt les mesures nécessaires en vue de leur mise en conformité.
- Conseiller le service Patrimoine du C.R.O.U.S. de Lille en vue de toute amélioration ou optimisation des prestations dont il assure la réalisation en propre
- Informer le service Patrimoine du C.R.O.U.S. dès qu'il a eu connaissance de toute nouveauté technologique ou de la disponibilité de tout nouveau produit ou service qui seraient plus adaptés aux besoins du C.R.O.U.S. en termes de réduction de coûts, d'accroissement de la qualité ou de diminution des risques, et qui surviendraient en cours d'exécution du marché.

#### **Article 9 – RENOUELEMENT DU MATERIEL ET EXTENSION DU PARC**

En cas de nécessité d'achat d'extincteurs neufs, le titulaire est tenu de fournir ces derniers au prix établi dans son offre.

Le C.R.O.U.S. se réserve toutefois la possibilité de se fournir chez un autre prestataire, notamment lors de constructions nouvelles ou de réhabilitations pour lesquelles la fourniture de moyens de secours est comprise dans l'opération immobilière.

Le renouvellement de matériel ou l'extension du parc est effectué dans un délai maximum de huit jours à partir de l'émission du bon de commande ou de 24 heures en cas d'urgence (anomalie sur l'ensemble des appareils).

# **ANNEXE - Prestations minimales demandées**

## **1. Description sommaire des prestations**

Au titre du présent marché le titulaire assurera les prestations suivantes :

### **Extincteurs**

- La maintenance préventive et corrective des équipements de type maintien en condition opérationnelle (MCO)
- Les reportings
- La fourniture et l'installation d'appareils neufs ou d'appareils reconditionnés mais ré-éprouvés et présentant toutes les garanties de bon fonctionnement et l'élimination des appareils hors d'usage

### **Robinets d'incendie armés (RIA)**

- La maintenance préventive et corrective des équipements de type MCO réglementaire
- La dépose soignée et l'élimination des RIA devenus inutiles (installation non obligatoire selon la réglementation et à la demande du responsable de site)
- Les reportings

### **Colonnes d'incendie**

- La maintenance préventive et corrective des colonnes d'incendie de type MCO réglementaire
- Les reportings

## **2. Spécifications techniques relatives aux extincteurs**

### **Maintenance des extincteurs**

Afin de vérifier la liste des appareils fournis en annexe technique au présent CCTP, le titulaire accompagné par une personne désignée par le responsable de site devra effectuer sur chaque site un inventaire contradictoire, recensement exhaustif des extincteurs sous la forme d'une liste détaillée comprenant pour chacun d'eux :

- Son emplacement géographique (bâtiment, étage, pièce, localisation)
- Le numéro de l'extincteur
- Ses caractéristiques essentielles (type et contenance, date de mise en service, etc.,)
- L'avis du vérificateur sur la conformité des appareils ainsi que toute proposition (remplacement, ajout, repositionnement des appareils)

Les éventuels appareils en stock y seront intégrés.

Ce document fera l'objet d'une mise à jour qui sera effectuée par le titulaire lors de chaque contrôle ultérieur qu'il réalisera.

Ces documents (recensements initiaux et recensements ultérieurs mis à jour) seront transmis au responsable de site.

Dans le cadre de la maintenance préventive forfaitaire annuelle, le titulaire doit effectuer le contrôle et maintenance annuels des extincteurs.

Le titulaire devra assurer le contrôle et la maintenance des extincteurs selon les dispositions des normes mes concernant ainsi que toutes autres opérations décrite ci-après :

- Le remplacement des pièces défectueuses (flexibles, pulvérisateurs, lances, tromblons, cartouches de gaz ou sparklet, leviers de » commandes, joints, scellés, etc.)
- Les remplacements des affichages et étiquettes sur le corps des appareils, le remplacement ou la pose des affichages de balisage des extincteurs avec indication de la classe de feu
- La reprise des fixations murales (y compris supports si nécessaire) et le rebouchage des anciens trous de fixation non utilisés.

Cette maintenance sera assurée immédiatement sur place lors des visites de contrôle des extincteurs in-situ et disponible en stock.

Cependant si la réparation nécessite un retour en atelier, le titulaire devra

- Assurer le remplacement temporaire immédiat des appareils prélevés sur le stock du site ou à défaut sur son propre stock
- Fournir un état récapitulatif des matériels qu'il porte en atelier
- Assurer le retour des appareils, leur réintégration dans le stock du site (ou leur réinstallation à leur emplacement d'origine) dans le délai indiqué dans son mémoire technique
- Fournir un état récapitulatif des matériels rapportés.

Il devra s'assurer tout particulièrement :

- Que les extincteurs sont placés aux endroits indiqués
- Qu'ils sont accessibles, bien visibles, et/ou signalés, mode d'emploi vers l'extérieur
- Qu'ils portent un mode d'emploi lisible
- Qu'ils ne sont manifestement pas endommagés
- Que les aiguilles des indicateurs de pression se situent bien dans la partie verte
- Qu'ils comportent des scellés de sécurité qui ne sont ni brisés ni manquants
- Que les dates limites de ré-épreuve ne sont pas dépassées
- Que les étiquettes de vérification assurant une visibilité des contrôles sur les trois dernières années existent sont en bon état et correctement renseignées

Les renseignements portés sur les étiquettes devront comprendre obligatoirement :

- La mention « rechargé » et/ou « vérifié »
- La date de recharge (mois et année) avec précision éventuelle de l'agent extincteur
- La date de la maintenance annuelle (mois et année)
- Le nom et l'adresse de l'entreprise ayant fait le contrôle annuel
- Une marque identifiant clairement le contrôleur
- La date (mois et année) de réalisation de la maintenance ou des vérifications
- Le cas échéant, la date (mois et année) de la révision en atelier

Les anomalies seront traitées immédiatement au titre de la maintenance courante (MCO).

Le vérificateur devra renseigner l'étiquette de vérification en y portant la date du contrôle, son nom et sa signature.

Dans le cadre de la maintenance préventive, le titulaire doit effectuer le contrôle quinquennal des extincteurs.

Outre les prestations relevant des contrôles annuels, le titulaire devra assurer toutes les prestations et contrôles réglementaires quinquennaux des extincteurs tels que spécifiés par la norme NF S 61-919 ainsi que toutes autres opérations décrites ci-après.

Le titulaire devra procéder à une maintenance approfondie incluant notamment le renouvellement de la charge.

### **Numérotation des extincteurs**

Le Titulaire devra lors de la visite de maintenance s'assurer que le numéro de l'appareil est bien indiqué à la fois sur l'extincteur et sur le panneau d'identification. En cas d'absence d'identification, le titulaire devra mettre à jour la numérotation des extincteurs comme suit :

Commencer la numérotation des extincteurs à partir du dernier étage du bâtiment, de gauche à droite puis, à l'étage en dessous, de droite à gauche et ainsi de suite.

### **Elimination des extincteurs hors service**

Le titulaire assure l'enlèvement sur place de chaque extincteur hors service puis sa destruction.

Il fournit les certificats de destruction des appareils et les bordereaux de suivi de déchets lorsque ces derniers sont imposés par la réglementation.

### **Registre des vérifications**

Au titre du forfait, le titulaire met en place sur chaque site un registre papier à pages numérotées destiné à assurer la traçabilité des prestations.

Le titulaire renseigne ce document au fur et à mesure en y portant :

- Le fichier de recensement des extincteurs
- Les éléments liés aux contrôles réglementaires conformément à la réglementation (en particulier la date des contrôles, la nature des prestations effectuées, le nom de la société, le nom et la signature du vérificateur)
- Les prestations de maintenance réalisées
- Les mouvements des appareils entre le site et les locaux du titulaire.

Pour les bâtiments classés ERP, il met à jour les plans d'implantation des extincteurs et enregistre ses vérifications sur le registre sécurité, conformément aux dispositions légales.

### **Reportings**

Pour chaque site, un reporting des contrôles annuels, quinquennaux et décennaux sera établi par le titulaire au format papier pour le registre de sécurité et un exemplaire numérique, transmis au responsable de site ou son représentant, et au Service Patrimoine via la GMAO.

Sur en tête de la société, il comportera les éléments ci-après :

- Un tableau de recensement, avec mise à jour de l'inventaire des installations
- Les renseignements classés par site et pour chaque équipement (les prestations réalisées, les anomalies constatées, les actions correctives conduites immédiatement au titre du marché et les actions correctives à envisager).

### **Fourniture et pose d'extincteurs neufs**

Le titulaire assure la fourniture et la livraison sur site des extincteurs neufs.

Il assure également dans le cadre du forfait d'acquisition :

- L'enlèvement sur place de chaque extincteur à remplacer
- La fourniture et pose de l'appareil y compris son support

- L’affichage de balisage réglementaire
- L’étiquette de suivi de l’appareil
- L’inscription à l’inventaire du site et au registre de sécurité.

Le titulaire propose à minima la gamme de produits suivants :

Eau pulvérisée + additif (EP6)	6 litres
Eau pulvérisée + additif (EP9)	9 litres
Poudre polyvalente (PP6)	6 kg
Poudre polyvalente (PP9)	9 kg
Dioxyde carbone (NC2)	2 kg
Dioxyde carbone (NC5)	5 kg

### **3. Spécifications techniques relatives aux Robinets d’Incendie Armés (RIA)**

#### **Maintenance des RIA**

Afin de vérifier la liste des appareils fournis en annexe « recensement matériels » du présent CCTP, le titulaire devra effectuer sur chaque site un inventaire contradictoire, recensement exhaustif des RIA, sous la forme d’une liste détaillée comprenant pour chaque RIA l’emplacement géographique (bâtiment, étage, pièce, localisation) et ses caractéristiques essentielles (type et diamètre, date de mise en service, etc.).

Ce document fera l’objet d’une mise à jour qui sera effectuée par le titulaire lors de chaque contrôle ultérieur qu’il réalisera. Ces documents seront transmis au responsable des sites et au Service Patrimoine du C.R.O.U.S. de Lille.

Le titulaire devra assurer tous les contrôles réglementaires des RIA tels que spécifiés dans la norme NF S 62-201 et NF EN 671-3 ainsi que les opérations décrites ci-après.

Dans le cadre de la maintenance préventive annuelle, le titulaire doit effectuer le contrôle et maintenance annuelle des RIA, soit :

- Vérifier le fonctionnement des vannes de barrage, contre-barrage et tous les organes manœuvrables de l’installation
- Vérifier qu’aucun élément constitutif de l’installation ne manque et que chacun est d’un modèle approprié
- Vérifier que chaque RIA est visible, accessible et comporte de façon lisible les instructions de fonctionnement
- Vérifier visuellement l’absence de toute dégradation, corrosion ou fuite manifeste des RIA
- S’assurer que les RIA sont prêts à fonctionner (en eau sans pression)
- Vérifier que chaque RIA comporte une étiquette collée sur laquelle sont portées la date de chaque visite et l’identification de l’intervenant
- Vérifier le fonctionnement des pompes ou surpresseurs et relever le point de consigne de démarrage, le point de consigne d’arrêt, la pression à débit nul et la pression avec dispositif d’essai ouvert ou au débit minimum requis
- Vérifier pour les réservoirs d’eau et procéder au relevé du niveau d’eau requis, de la propreté de l’eau, du fonctionnement des manomètres, de la visibilité des tubes de niveaux
- Vérifier sur le réseau d’alimentation ou de réalimentation des sources l’étanchéité du réseau, le fonctionnement des manomètres, la pression disponible requise et le fonctionnement des robinets flotteurs

- Vérifier sur le réseau de distribution le fonctionnement du ou des manomètres situés en amont du ou des RIA
- Relever la pression à débit nul indiquée
- Vérifier le fonctionnement en eau à plein débit du RIA le plus défavorisé et simultanément d'un autre RIA, différent chaque trimestre, jusqu'à écoulement d'une eau claire
- Relever la pression du RIA le plus défavorisé en régime d'écoulement
- Selon les modèles de RIA, les mesures pourront être effectuées soit en intercalant un appareil de mesure entre l'extrémité du tuyau et le robinet diffuseur dans le cas où celui-ci est vissé, soit en effectuant une prise de pression au niveau du robinet du RIA lorsque le robinet diffuseur n'est pas démontable. Dans tous les cas, les valeurs relevées ne doivent pas être inférieures à celles établies dans le tableau 2 de la norme NF S 62-201.
- Vérifier le cas échéant le fonctionnement des disconnecteurs et s'assurer que la périodicité de leur maintenance est en conformité avec la réglementation
- Vérifier l'état de tous les RIA selon la norme NF EN 671-3
- Vérifier l'état des dispositifs anti-bélier (pression d'azote au repos pour les modèles oléopneumatiques)
- Vérifier l'état des compresseurs d'air (refroidissement, niveau de l'huile, vidange, courroies, vidange de l'eau du réservoir)
- Vérifier l'état des presse-étoupes des pompes selon le type et vérifier le débit de fuite pour le refroidissement et la lubrification
- Vérifier l'état visuel et fonctionnel de l'armoire électrique de commande
- Vérifier l'état visuel et fonctionnel du ou des dispositifs contre le gel.

Dans le cadre de la maintenance corrective, le titulaire doit effectuer les contrôles quinquennaux des RIA. Ces contrôles consistent à réaliser, en plus des contrôles annuels, les opérations de vérifications de tous les RIA selon la norme NF EN 671-3, et le changement de tous les joints d'étanchéité.

Dans le cadre de la maintenance corrective, le titulaire doit effectuer les contrôles décennaux des RIA. Ces contrôles consistent à réaliser en plus de contrôles quinquennaux, les opérations suivantes :

- Vérifier l'état interne des tuyauteries par prélèvement pour analyse, des manchettes prévues à cet effet
- Vérifier le cas échéant l'état de toutes les manchettes flexibles et procéder au remplacement en cas d'écart constaté à leur valeur nominale
- Vérifier l'état interne des réserves d'eau (évolution des corrosions, besoins de remise en état)
- Procéder au rinçage des canalisations à l'aide des robinets de vidange.

Le titulaire réalisera les reportings conformément aux stipulations indiquées dans le présent CCTP.

### **Dépose et élimination des RIA**

Le titulaire réalisera le démontage et l'élimination des RIA inutiles dans le cadre de bons de commande correctifs passés par le responsable de site.

Le forfait comprend :

- La dépose soignée et l'enlèvement de l'appareil complet y compris les supports
- Le rebouchage des trous de fixation
- La fourniture et pose de bouchons étanches sur le tuyau d'arrivée d'eau
- L'enlèvement de l'affichage de balisage
- Le nettoyage de la zone de travail et la mise en décharge du matériel déposé
- L'inscription à l'inventaire du site et au registre de sécurité.

#### 4. Spécifications techniques relatives aux installations d'extinction automatiques cuisine

##### **Prestations et fournitures**

Le titulaire du présent marché assure une visite d'entretien semestrielle des installations d'extinction automatiques cuisine, au cours de laquelle les opérations minimales suivantes sont réalisées :

- Vérifier la présence de l'ensemble des scellés (Commande manuelle et réservoirs).
- Vérifier la présence de la goupille du boîtier de commande manuelle
- Vérifier si le coup de point n'est pas percuté
- Vérifier l'intégrité de l'étiquette de vérification sur l'ouverture de l'armoire métallique ou sur les réservoirs
- Contrôler l'indication de pression du manomètre de Commande manuelle en le dévissant complètement et en le revissant
- Vérifier le serrage du raccord commande manuelle
- Vérifier la position des vannes de mise en service (ouverture ou fermeture)
- Contrôler l'indication de pression du manomètre des réservoirs
- Fermer toutes les vannes quart de tour des réservoirs
- Démonter les connections aux réservoirs (détection et diffusion)
- Vérifier la charge de l'agent extincteur (peser et noter le poids de chaque réservoirs)
- Vérifier par soufflage la non obstruction de la rampe de diffusion
- Remonter les connections aux réservoirs
- Vérifier le serrage des connections au niveau des réservoirs (flexibles tressés et tube détecteur)
- Contrôler l'état du système de diffusion et du système de détection ainsi que le serrage de l'ensemble des connections dans toute sa continuité (pincements, écrasements, boursofflures, etc.)
- Vérifier le bon maintien de la rampe de diffusion et du tube détecteur
- Nettoyer les diffuseurs et changer si nécessaire les ailettes
- Vérifier le bon positionnement des pulvérisateurs
- Remettre en pression le circuit de détection à l'aide du gonfleur (Réf. FTIOOO 8046) par le manomètre de la commande manuelle jusqu'au milieu de la plage verte
- Faire une marque sur le positionnement de l'aiguille de manomètre et attendre 30 minutes
- Vérifier visuellement l'absence de fuite par contrôle de positionnement de l'aiguille du manomètre par rapport au marquage initial.
- Ouvrir les vannes de mise en service détection
- Sceller les vannes ainsi que le(s) boîtier de commande manuelle
- Renseigner les étiquettes de vérification sur chaque réservoir.

Maintenance additionnelle approfondie et renouvellement de la charge si nécessaire : A 5 et 15 ans conformément aux instructions des fabricants.

Révision en atelier et renouvellement de la charge : A 10 ans conformément aux instructions des fabricants.



### **Spécifications techniques relatives aux colonnes d'incendie**

Afin de vérifier la liste des appareils fournis en annexe technique au présent CCTP, le titulaire devra effectuer sur chaque site un inventaire contradictoire, recensement exhaustif des colonnes incendie sous la forme d'une liste détaillée comprenant pour chacune d'elles :

- Son emplacement géographique (bâtiment, localisation, nombre de niveaux desservis, etc.)
- Ses caractéristiques essentielles (diamètre, traînasse, raccord d'alimentation, prise incendie, robinets de purges et vidange, date de mise en service, etc.)

Ce document fera l'objet d'une mise à jour qui sera effectuée par le titulaire lors de chaque contrôle ultérieur qu'il réalisera.

Ces documents (recensements initiaux et ultérieurs mis à jour) seront transmis au responsable de site, et au Service Patrimoine.

Dans le cadre de la maintenance préventive forfaitaire annuelle, le titulaire doit effectuer la mise en pression annuelle des colonnes d'incendie.

Le titulaire doit assurer tous les contrôles réglementaires des colonnes d'incendie tels que spécifiés par la norme NF S 61-759 A1 (Février 2011) et A2 (Août 2011).